

## FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

ALLOCATION UNIQUE :  
SIMPLIFIER NE DOIT PAS SIGNIFIER  
APPAUVRI

Ibrahima Ndiaye

En France, de nombreux habitant.e.s sont éligibles à des aides sociales mais y renoncent face à des démarches souvent longues et complexes. L'accès aux droits reste encore difficile, et ce malgré l'action des CCAS.

Cette situation n'est déjà pas acceptable en l'état.

Le gouvernement veut en rajouter avec un projet d'allocation unique. Sur le papier, l'idée de regrouper plusieurs dispositifs pour rendre les droits plus lisibles et plus faciles à obtenir peut sembler positive.

Derrière cette promesse de simplification, le gouvernement envisage de durcir les conditions d'attribution et de plafonner certaines aides. L'objectif assumé est de rendre les aides et allocations suffisamment faibles pour pousser vers n'importe quel emploi des millions de personnes déjà précaires, dans le but d'améliorer les chiffres du chômage dans les tableaux excel du Ministère du Travail au lieu d'améliorer la vie des gens.

Si réforme il y a, elle doit garantir à chacun.e de quoi vivre dignement, en tenant compte du coût réel de la vie, et ne pas être un levier d'économie budgétaire sur le dos des plus fragiles. Elle doit être automatique, simple d'accès et adaptée aux situations de chacun.e et ne peut surtout pas remplacer des services publics forts : accompagnement social, logement, santé, éducation.

Pour nous, élu.e.s du Front de Gauche Gennevillois, la position est claire : une allocation unique ne doit pas être une allocation au rabais qui réduirait la solidarité nationale.

## GENNEVILLIERS, SOCIAL-ÉCOLOGIE

POUR UNE ÉCOLOGIE POPULAIRE  
ET SOLIDAIRE

Céline Lanoiselée

Depuis les vacances d'avril jusqu'au début du mois de juin de nombreuses animations sont proposées lors du printemps de l'écologie : un des engagements fort de ce nouveau programme municipal, pour que les habitants puissent s'emparer des différents enjeux liés à la préservation de notre environnement.

Dans les prochaines tribunes, nous vous proposons de découvrir les différents axes de travail au cœur des délégations de vos élu.e.s du groupe Gennevilliers, social-écologie.

Sur ce nouveau mandat nous restons investis dans les relations internationales et jumelages avec deux priorités : poursuivre notre engagement au côté du peuple palestinien et continuer à soutenir la ville ukrainienne de Trostyanets, tout en développant nos projets avec nos villes jumelles.

De plus, nous restons fortement mobilisés sur la transition écologique et travaillerons à la poursuite de l'adaptation de notre ville au dérèglement climatique. Développer les îlots de fraîcheur, poursuivre la gestion écologique de nos espaces verts – nous avons d'ailleurs récemment obtenu deux nouvelles labellisations « éco jardin » pour le square Camille-Ronce et le cimetière – nous permettra de préserver la biodiversité mais aussi de permettre à notre population de vivre dans une ville résiliente, en améliorant la santé environnementale. Comment végétaliser, renaturer, embellir notre ville : autant d'enjeux qui seront travaillés avec vous, à l'occasion de nombreuses rencontres. Nous comptons sur vous et avons hâte de nous engager dans cette nouvelle aventure, au service de tous et toutes !

## LES ÉCOLOGISTES

LEUR AVENIR JUSTIFIE  
DES MOYENS !

Grèves, écoles mortes, rassemblements : chaque fin d'année est employée par les parents comme par les personnels à une défense épuisante de ce qui devrait être sanctuarisé, une éducation ambitieuse pour Gennevilliers. La baisse répétée des moyens par l'État est d'autant moins compréhensible que les projets des premier et second degrés sont régulièrement salués en haut-lieu, et que les bons résultats des établissements viennent clairement démentir les doutes sur la qualité de l'enseignement, exprimés par certains. On se demandait il y a peu si le mérite était bien récompensé, voilà désormais qu'on punit tout simplement les établissements qui réussissent ! Devant cette absurdité, deux réactions, par l'action et par la parole.

La ville de Gennevilliers continue d'agir concrètement : fournitures scolaires gratuites, soutien aux élèves avec le PRE et le Fil continu, classes transplantées gratuites pour les CM1, aides aux devoirs, soutien au réseau étudiants, unités d'enseignement pour les enfants porteurs de troubles autistiques, construction du 4<sup>e</sup> collège avec le Département, végétalisation des cours des écoles, etc.

Contre le manque d'heures et d'enseignants, les fermetures de classes et les salles surpeuplées, les voix des parents et des enseignant.e.s sont également soutenues par les élu.e.s municipaux, départementaux et nationaux. Le vœu présenté au conseil municipal demande ainsi de préserver les moyens alloués et les dispositifs qui soutiennent la réussite des élèves, de renforcer la brigade du 92 pour assurer le remplacement rapide des enseignants, d'assurer le recrutement (AESH, Assistant.e Social.e, Psy.EN), de classer REP le collège Pasteur, les écoles des Agnettes.

Puisqu'économiser semble le maître mot au sommet de l'État, il serait bon de réaliser enfin le temps immense qui serait gagné en tenant compte des réalités et des besoins spécifiques du terrain, plutôt que de croire qu'on organise l'avenir avec une petite calculatrice, à coups de soustractions.

## LES GENNEVILLOIS

QUAND LES MENSONGES  
LAISSENT À NOUVEAU PLACE  
À LA RÉALITÉ

Delphine Parmentier

Lors de la campagne municipale, des propos mensongers ont été tenus, pour nous discréditer, au lieu de débattre sereinement de l'avenir de notre commune. Nous avons été qualifiés, à tort, de représentants de la droite, voire d'extrême-droite ! Ces accusations délétores, infondées, ont pu influencer le jugement de certains, détourner leur attention des véritables enjeux.

Notre positionnement a pourtant toujours été clair : un collectif citoyen, indépendant, composé d'habitants engagés, aux sensibilités diverses, réunis autour d'un objectif commun, celui d'agir pour l'intérêt général.

Nous regrettons donc que la campagne ait laissé place à des stratégies de division, de peur, au détriment d'un dialogue constructif : la démocratie mérite mieux que des étiquettes simplistes, que des raccourcis qui opposent, là où nous devons nous rassembler. Car, pendant que l'on joue à travestir la réalité, les problèmes, eux, persistent, s'aggravent même.

La carte scolaire est un exemple concret : chaque année, notre commune subit les conséquences d'un manque d'anticipation et d'engagement de la municipalité ; des fermetures de classes sont envisagées, dégradant toujours plus les conditions d'apprentissage de nos enfants.

Dans le même temps, la demande de retour en REP+ pour certains quartiers, pourtant exprimée depuis plus de dix ans, reste lettre morte. Cette absence de reconnaissance, échec de l'équipe en place, prive les élèves et leurs professeurs, pleinement engagés au quotidien, de moyens indispensables pour faire face aux réalités du terrain.

Plus largement, les choix politiques en matière d'aménagement et de logement doivent nous interroger : le fait de regrouper des publics fragiles, dans les mêmes quartiers, a fait reculer la mixité sociale, et a progressivement accentué les inégalités. Au détriment de tous.

Pour nos enfants, nos quartiers, notre avenir commun, nous devons regarder cela avec lucidité.

lesgennevillois@gmail.com

LA FRANCE INSOUMISE  
GENNEVILLIERSJEUNESSE SACRIFIÉE  
EN ÎLE-DE-FRANCE

Claire Fiquet

Dans les études, le logement, l'accès aux soins ou à l'alimentation, la précarité est le mode de vie imposé à une majorité de jeunes aujourd'hui.

Les choix politiques de Valérie Pécresse (LR-UDI) présidente du conseil régional IDF et des politiques d'austérité qui vont de pair impactent particulièrement les jeunes des villes populaires d'Île-de-France.

Des conditions de vie rendues extrêmement difficiles pour la jeunesse : 20 % des étudiant.es francilien.nes ne mangent pas à leur faim, 44 % des 18-25 ans vivent encore chez leurs parents, faire ses courses de rentrée en Île de France coûte 19% plus cher que dans d'autres régions.

Ce que fait la droite régionale face à cette situation délétère : elle vote l'augmentation du prix du Pass Navigo qui passe de 70 € à 90 € par mois ainsi que celui du forfait Imagine R annuel qui augmente de 58 € passant de 334 € à 392 €. Ces tarifs continueront à augmenter chaque année. Elle impose une hausse moyenne de 6,4% des prix de la cantine dans les lycées. En revanche les subventions extra légales aux lycées privés ont augmenté de + 450% avec comme illustration le cadeau d'un demi-million d'euros accordé au lycée privé Stanislas, tandis que Valérie Pécresse décide de stopper le projet de construction du lycée public de Bagneux, ce que nos élus dénoncent avec force aux côtés des enseignants et parents.

La France Insoumise se bat aux côtés des jeunes pour plus de justice sociale et d'égalité d'accès aux droits fondamentaux comme le droit de se nourrir, le droit à la mobilité, le droit d'étudier, le droit de se loger pour les jeunes de la région et ceux et celles de Gennevilliers, pour la gratuité des transports pour jeunes de – de 26 ans, la gratuité de la cantine pour les 4 premières tranches du quotient familial, la gratuité des fournitures scolaires ainsi que la gratuité des îles de loisirs pour les – de 26 ans.

Avec les conseillers régionaux et les députés LFI, nous refusons qu'une partie de notre population et particulièrement les jeunes soient sacrifiés, a fortiori quand une minorité de privilégiés continue de s'enrichir.

lfigennevilliers@gmail.com

LES CONTRIBUTIONS  
PUBLIÉES  
DANS CES PAGES  
N'ENGAGENT  
PAS LA RÉDACTION  
DE GENNEVILLIERS  
MAGAZINE